

SOMMAIRE

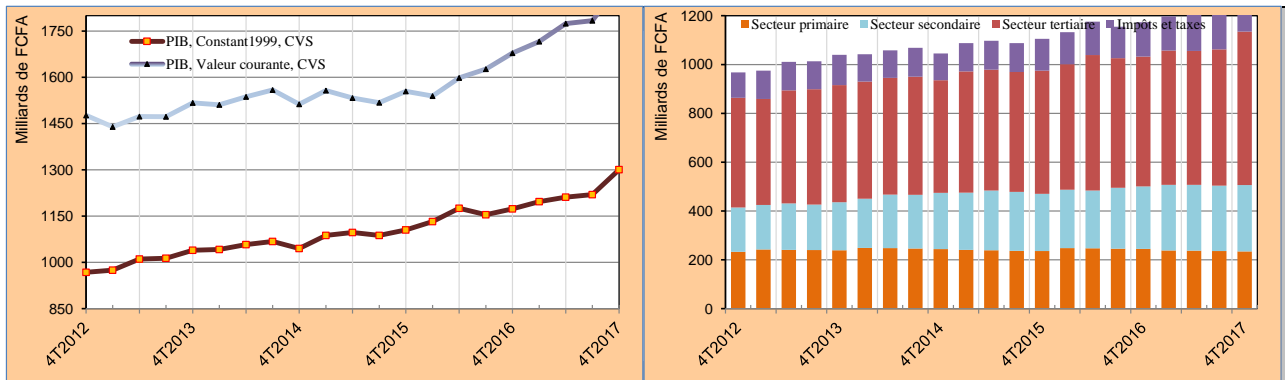
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	19
Définitions et abréviations	24
Crédit des contributions	25

Secteur réel

Le premier trimestre 2018 a connu, comparativement au trimestre précédent, une baisse du niveau général des prix à la consommation, essentiellement imputable au fléchissement des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées", des services de "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" et des services des "hôtels, cafés, restaurants". Quant à l'activité industrielle, elle reprend sa croissance après une rupture au trimestre précédent sous l'impulsion des industries extractives, des industries des boissons et tabacs et du secteur eau, électricité, gaz.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2016	2017	2017	2017	2017	trimestriel	annuel
Secteur primaire	244,9	238,3	237,2	236,0	234,6	-0,6%	-4,2%
Agriculture	128,8	121,3	119,6	117,9	116,3	-1,4%	-9,7%
Élevage	86,5	87,2	87,7	88,1	88,3	0,2%	2,1%
Sylviculture, pêche et chasse	29,6	29,8	29,9	30,0	30,0	0,1%	1,5%
Secteur secondaire	255,5	268,9	270,0	268,0	271,4	1,2%	6,2%
Extraction	45,5	46,2	46,1	41,6	49,6	19,1%	8,9%
Industrie manufacturière	100,1	99,7	100,0	99,3	97,5	-1,8%	-2,6%
Agroalimentaire	55,4	55,9	56,3	56,1	54,5	-2,7%	-1,6%
Égrenage et fabrication de textiles	6,3	5,9	5,8	5,8	5,8	-0,2%	-7,9%
Bois et métaux	21,4	20,9	20,6	20,1	19,8	-1,6%	-7,5%
Autres industries manufacturières	17,0	17,1	17,2	17,3	17,4	0,4%	2,7%
Énergie	32,0	30,9	31,9	32,3	33,2	2,8%	4,0%
BTP	77,9	92,1	92,0	94,8	91,0	-4,0%	16,8%
Secteur tertiaire	532,3	549,7	548,4	558,1	629,1	12,7%	18,2%
Services marchands	308,2	312,9	311,4	308,8	341,8	10,7%	10,9%
Commerce	121,3	121,3	119,7	118,8	118,3	-0,3%	-2,4%
Hôtellerie et restauration	11,3	11,2	11,2	11,2	11,2	-0,1%	-0,8%
Transports	10,3	10,3	10,1	9,9	9,7	-1,4%	-5,6%
Télécommunication	76,8	77,2	76,0	73,6	98,7	34,1%	28,6%
Services financiers	40,5	42,0	43,4	44,4	45,9	3,4%	13,3%
Autres services marchands	48,0	50,9	51,0	50,9	57,8	13,6%	20,5%
Services non marchands	249,1	262,7	263,7	276,6	315,6	14,1%	26,7%
Administrations publiques	227,8	241,2	242,2	255,1	294,0	15,3%	29,1%
Autres services non marchands	21,3	21,4	21,5	21,5	21,6	0,1%	1,2%
SIFIM	-25,0	-25,9	-26,7	-27,3	-28,2	3,3%	12,7%
Impôts et taxes	140,8	140,4	155,8	157,6	165,5	5,0%	17,6%
PIB, Constant1999, CVS	1 173,5	1 197,2	1 211,3	1 219,7	1 300,6	6,6%	10,8%
PIB, Valeur courante, CVS	1 678,6	1 716,4	1 774,5	1 784,1	1 899,0	6,4%	13,1%



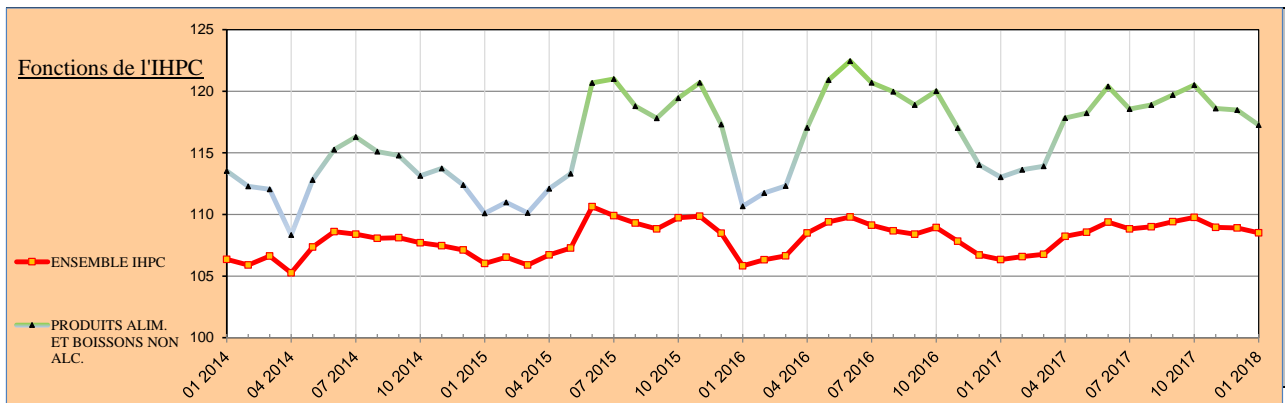
Au quatrième trimestre 2017, le PIB réel progresse de 6,6% par rapport au trimestre précédent. Cette hausse de l'activité économique au cours du quatrième trimestre de l'année 2017 résulte de l'action conjuguée du progrès noté au niveau des activités du secteur tertiaire (+12,7%), et du secteur secondaire (+1,2%) et d'une baisse observée au niveau du secteur primaire (-0,6%).

Comparativement au quatrième trimestre 2016, l'activité économique demeure en hausse (+10,8%).

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2017	2017	2018	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	106,6	108,7	109,1	109,2	108,5	-0,6%	1,8%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	113,5	118,8	119,1	119,2	117,3	-1,6%	3,3%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	99,6	99,9	100,0	99,8	103,3	3,5%	3,7%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	102,0	102,0	102,0	102,0	102,0	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	119,4	118,7	119,0	119,4	118,9	-0,4%	-0,3%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,0	98,2	98,2	98,2	98,2	0,0%	0,2%
SANTE	101,3	101,3	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	104,8	104,8	104,8	104,9	104,9	0,0%	0,1%
COMMUNICATION	64,2	64,2	64,2	64,2	64,2	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	97,3	97,3	97,3	97,3	97,3	0,0%	-0,1%
ENSEIGNEMENT	108,6	108,6	108,6	110,7	110,7	0,0%	2,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	113,0	115,9	118,5	118,4	118,1	-0,2%	4,6%
AUTRES BIENS ET SERVICES	105,3	105,3	105,3	105,3	105,3	0,0%	0,0%



Au premier trimestre 2018, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une baisse de 0,6% par rapport au trimestre précédent et une hausse de 1,8% par rapport au premier trimestre de 2017.

La baisse en variation trimestrielle est essentiellement imputable au fléchissement des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-1,6%), des services de "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (-0,4%) et des services des "restaurants et hôtels" (-0,6%). Le reste des produits ont enregistré une variation nulle de leurs prix en glissement trimestriel, à l'exception des "boissons alcoolisées, Tabacs et stupéfiants" dont les prix ont flambé de 3,5%.

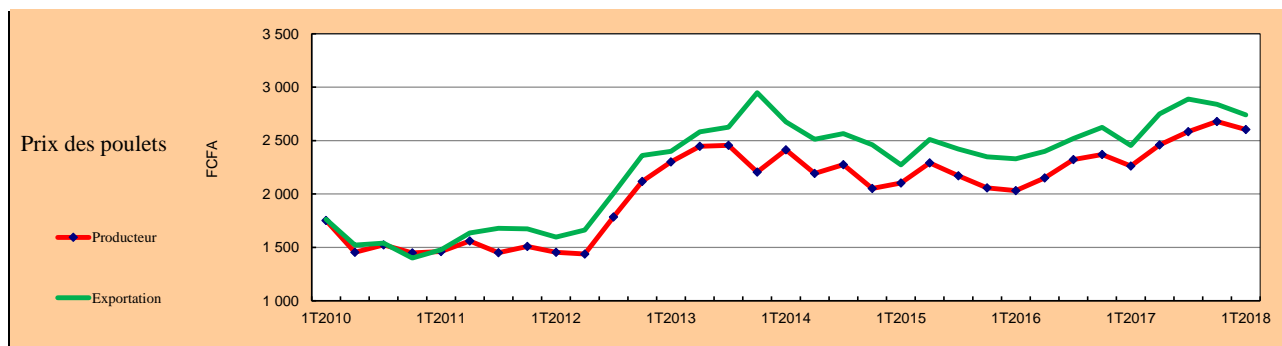
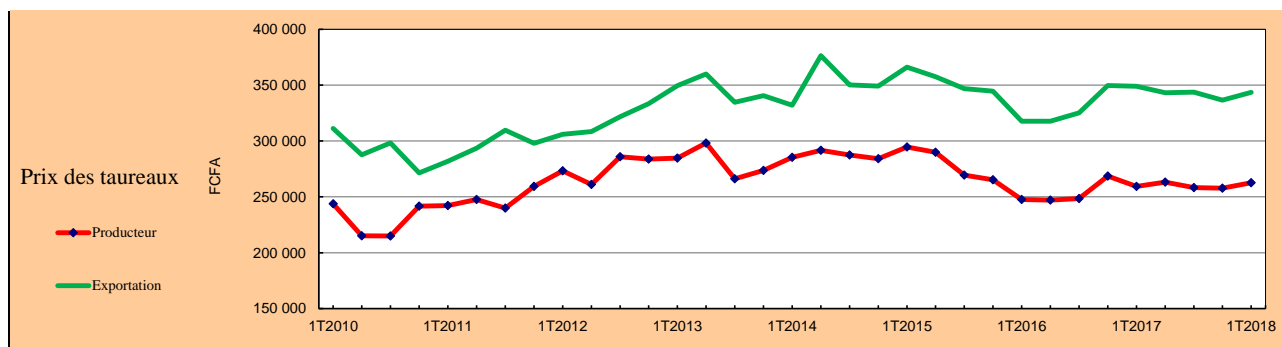
L'inflation annuelle de 1,8% est essentiellement portée par un renchérissement des services des "restaurants et Hôtels" (+4,6%), des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+3,3%), des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+3,7%) et des services d'enseignement" (+2,0%); les autres fonctions ayant connu une faible variation annuelle de leurs prix.

A fin mars 2018, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 0,7% contre -0,2% à fin mars 2017.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement		
	2017	2017	2017	2017	2018	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	259 378	263 185	258 344	257 805	262 614	1,9%	1,2%	
Prix à l'exportation du taureau	349 090	343 247	343 688	336 616	343 522	2,1%	-1,6%	
Prix au producteur du bélier	40 863	42 311	47 706	47 037	45 029	-4,3%	10,2%	
Prix à l'exportation du bélier	52 076	51 809	55 016	51 408	51 855	0,9%	-0,4%	
Prix au producteur du bouc	23 537	24 126	26 720	26 606	27 758	4,3%	17,9%	
Prix à l'exportation du bouc	34 602	34 593	36 805	32 642	33 389	2,3%	-3,5%	
Prix au producteur du poulet	2 261	2 460	2 583	2 679	2 603	-2,8%	15,1%	
Prix à l'exportation du poulet	2 454	2 750	2 889	2 839	2 740	-3,5%	11,7%	
Prix au producteur de la pintade	2 168	2 189	2 515	2 604	2 557	-1,8%	17,9%	
Prix à l'exportation de la pintade	2 437	2 724	2 727	2 759	2 633	-4,6%	8,0%	



Au premier trimestre 2018, le marché des animaux s'est caractérisé par un niveau d'approvisionnement assez important en bétail et en volaille contribuant ainsi à atténuer la variation des prix aussi bien sur les marchés de production que d'exportation comparativement au trimestre précédent.

Amorcée depuis le troisième trimestre 2017, la faible hausse des prix du taureau sur les marchés de production et d'exportation s'est poursuivie au premier trimestre 2018.

La variation du prix du taureau s'expliquerait surtout par l'abondance de l'offre par rapport à la demande. Au cours de ce trimestre, le niveau du prix du bélier a progressé sur les marchés d'exportation en glissement trimestriel et a decru en glissement annuel. Toutefois, sur les marchés de production et en glissement annuel, c'est une hausse de 10,2% du prix du bélier qui a été observée.

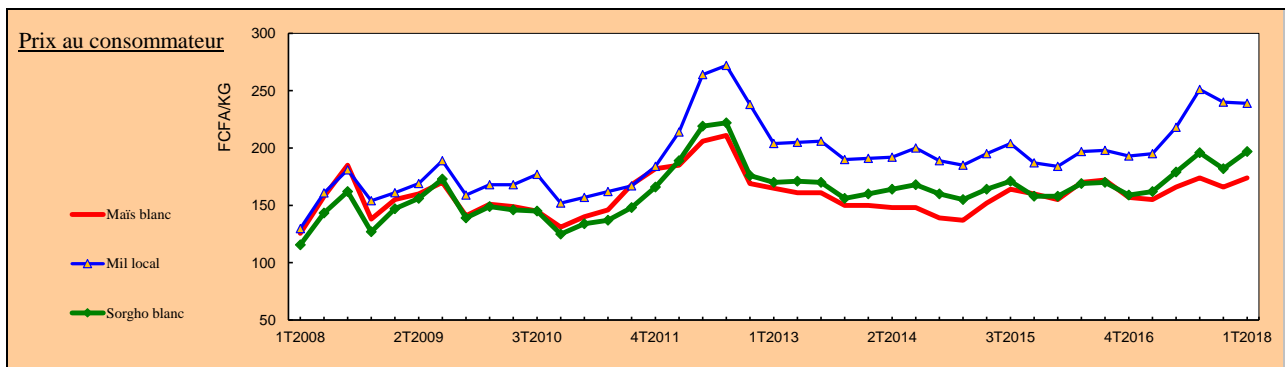
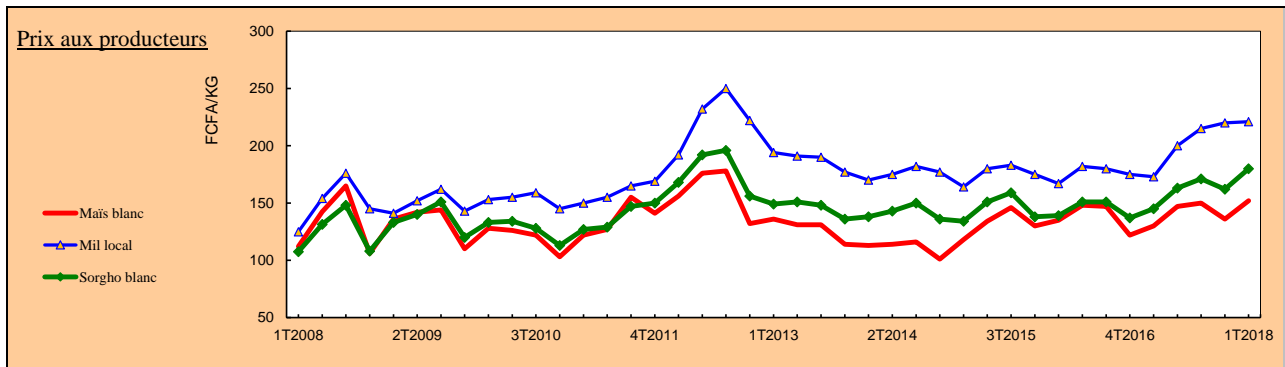
Le prix du bouc a progressé de 4,3% en glissement trimestriel et de 17,9% en glissement annuel pour se situer à 27 758 FCFA sur les marchés de production. Il s'est situé à 33 389 FCFA sur les marchés d'exportation, soit une hausse de 2,3% en glissement trimestriel et une baisse de 3,5% en glissement annuel.

Pour ce qui est de la volaille, les prix ont évolué à la baisse sur l'ensemble des marchés par rapport au quatrième trimestre 2017. En glissement annuel, ces prix ont enregistré des hausses aussi bien sur les marchés de production que d'exportation.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2017	2017	2018	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	130,0	147,0	150,0	136,0	152,0	11,8%	16,9%
Prix au consommateur du maïs blanc	155,0	166,0	174,0	166,0	174,0	4,8%	12,3%
Prix au producteur du mil local	173,0	200,0	215,0	220,0	221,0	0,5%	27,7%
Prix au consommateur du mil local	195,0	218,0	251,0	240,0	239,0	-0,4%	22,6%
Prix au producteur du sorgho blanc	145,0	163,0	171,0	162,0	180,0	11,1%	24,1%
Prix au consommateur du sorgho blanc	162,0	179,0	196,0	182,0	197,0	8,2%	21,6%



L'analyse de la disponibilité au cours de ce premier trimestre 2018 présente une offre céréalière moyenne sur les marchés. Cette offre est jugée inférieure comparativement au premier trimestre de l'année 2017. La baisse de la disponibilité est principalement due à la baisse de la production céréalière de la campagne 2017/2018.

La demande en céréales a progressivement augmenté au cours du trimestre. Elle est jugée supérieure à celle de l'année passée à la même période et cela résulte de la baisse des stocks ménages.

Les prix des principales céréales ont connu un niveau élevé durant ce trimestre. Les moyennes du kilogramme à la collecte ont été de 152 FCFA pour le maïs, de 221 FCFA pour le mil et de 180 FCFA pour le sorgho. Dans les zones de consommation, les prix moyens du kilo au détail ont été de 174 FCFA pour le maïs, 239 FCFA pour le mil et de 197 FCFA pour le sorgho.

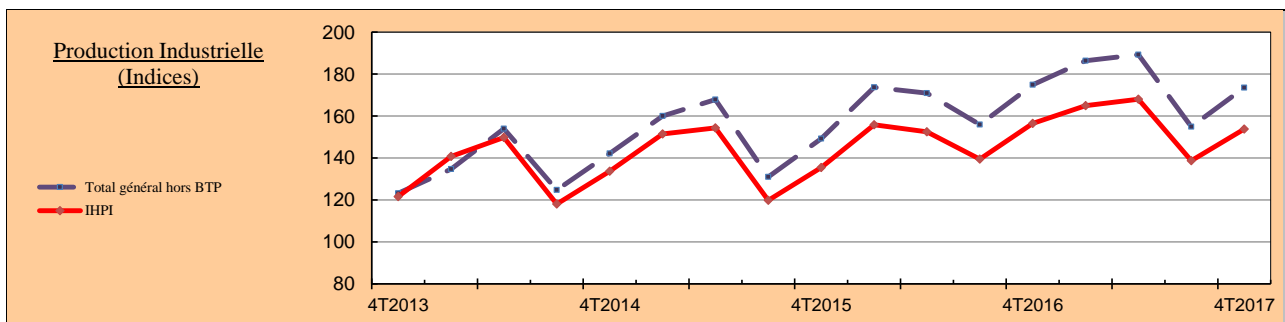
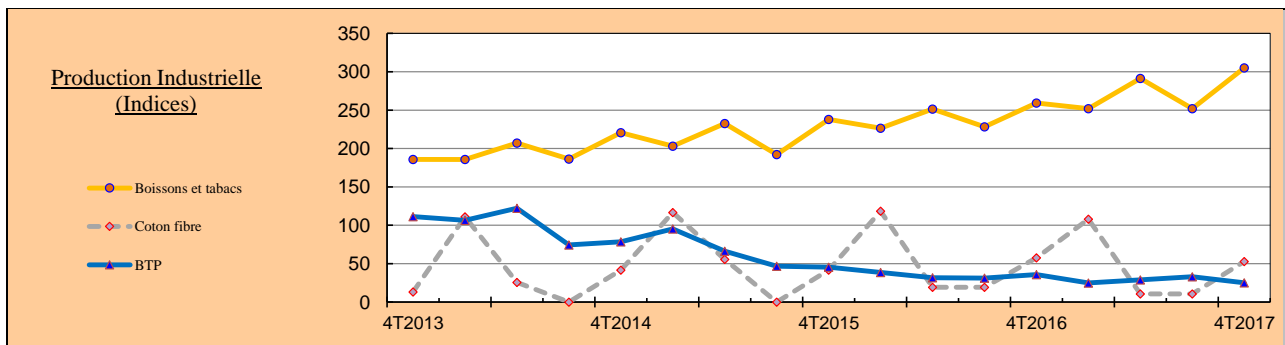
Comparativement au trimestre précédent, ces prix à la collecte sont en hausse 11,8% pour le maïs, 11,1% pour le sorgho et stable pour le mil. Au détail, les variations sont de +4,8% pour le maïs, +8,2% pour le sorgho et une stabilité pour le mil. Par rapport au même trimestre de l'année 2017, des hausses de prix ont été enregistrées : à la collecte, +16,9% pour le maïs, +27,7% pour le mil et +24,1% pour le sorgho ; au détail, +12,3% pour le maïs, +22,6% pour le mil et +21,6% pour le sorgho. Une comparaison par rapport à la moyenne quinquennale donne des hausses de +20% pour maïs, +28% pour le mil et +27% pour le sorgho sur les marchés de collecte. Sur les marchés de détail, les variations sont de +12% pour le maïs, +19% pour le mil et +20% pour le sorgho.

La baisse de production de la campagne 2017/2018 est la principale cause des hausses de prix enregistrées.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2016	2017	2017	2017	2017	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	57,5	107,9	10,5	10,5	52,8	402,2%	-8,1%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	204,7	209,7	230,5	182,4	215,6	18,2%	5,3%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	74,7	120,5	32,3	15,3	61,5	302,9%	-17,7%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 203,4	1 227,3	1 228,1	1 108,9	1 188,1	7,1%	-1,3%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	153,8	152,1	161,0	140,2	144,7	3,2%	-5,9%
BOISSONS ET TABAC	259,2	251,9	291,3	251,9	305,0	21,1%	17,7%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	153,8	152,1	161,0	140,2	144,7	3,2%	-5,9%
BOULANGERIES, MEUNERIES	128,7	126,8	122,9	127,3	135,5	6,5%	5,3%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	95,0	126,2	109,5	39,2	32,4	-17,6%	-65,9%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	247,6	247,6	251,8	168,9	148,3	-12,2%	-40,1%
INDUSTRIES CHIMIQUES	71,9	81,4	68,9	108,7	79,0	-27,3%	10,0%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	22,9	4,7	6,5	6,5	6,5	0,0%	-71,5%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	164,2	182,4	218,9	160,1	187,4	17,1%	14,1%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	35,7	24,9	29,0	33,0	25,0	-24,3%	-30,0%
TOTAL GENERAL HORS BTP	174,9	186,3	189,3	154,9	173,5	12,0%	-0,8%
IHPI	156,5	164,9	168,0	138,7	153,8	10,8%	-1,7%



L'activité industrielle a repris au quatrième trimestre 2017 après la baisse de production enregistrée au cours du trimestre précédent. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) s'établit à 158,3, réalisant ainsi une hausse de 10,8% en glissement trimestriel. Cependant, comparativement au même trimestre de 2016, l'indice est en légère décroissance (-1,3%).

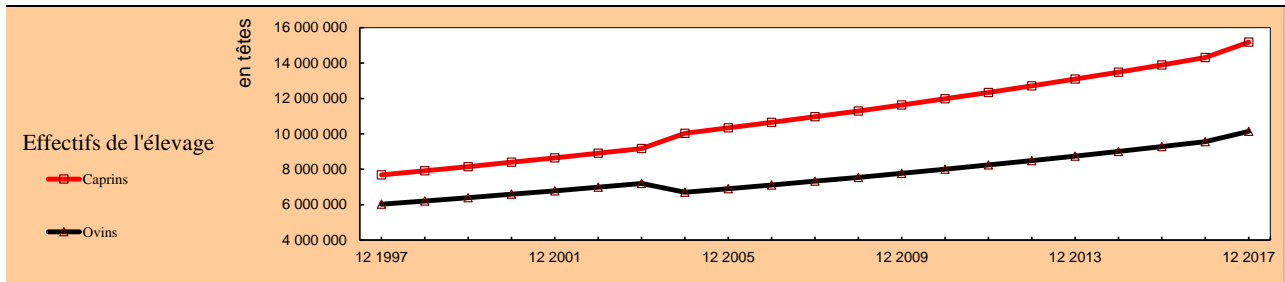
La hausse observée est principalement due à la bonne tenue de l'activité dans les industries extractives, de boissons et tabacs et dans le secteur eau, électricité, gaz. En effet, l'indice de la branche fabrication de boissons et de tabacs est en hausse tant en glissement trimestriel (+21,1%) qu'annuel (+17,7%). Aussi, le secteur minier, tiré principalement par la production de l'or, est en croissance et son indice est en progression de 7,1% en glissement trimestriel. Par contre, en glissement annuel, l'indice du secteur de l'extraction minière est en baisse de 1,3%. Enfin, la production des industries énergétiques connaît une hausse de l'indice de la sous branche aussi bien en glissement trimestriel (17,1%) qu'annuel (14,1%).

Le secteur qui a enregistré la plus forte baisse de production au cours du quatrième trimestre 2017 est celui des industries chimiques dont l'indice décroît de 27,3% en glissement trimestriel. En revanche, comparativement au même trimestre de l'année 2016, l'indice augmente de 10,0%. De même, les industries de fabrication de matériaux de construction et les autres industries alimentaires, enregistrent des baisses respectives de 24,3% et 17,6% de leurs indices par rapport au troisième trimestre 2017. Aussi, en glissement annuel, les indices de ces deux secteurs connaissent de fortes diminutions : -30,0% et -65,9%, respectivement.

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	déc 2017	Croissance moyenne	
						2013-2017	2016-2017
Effectif de bovins (en têtes)	8 912 491	9 090 718	9 272 510	9 457 934	9 647 073	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 007 538	9 277 746	9 556 056	9 842 712	10 137 973	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	13 486 864	13 891 447	14 308 172	14 737 393	15 179 490	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	40 991	42 220	43 487	44 792	46 135	3,0%	3,0%

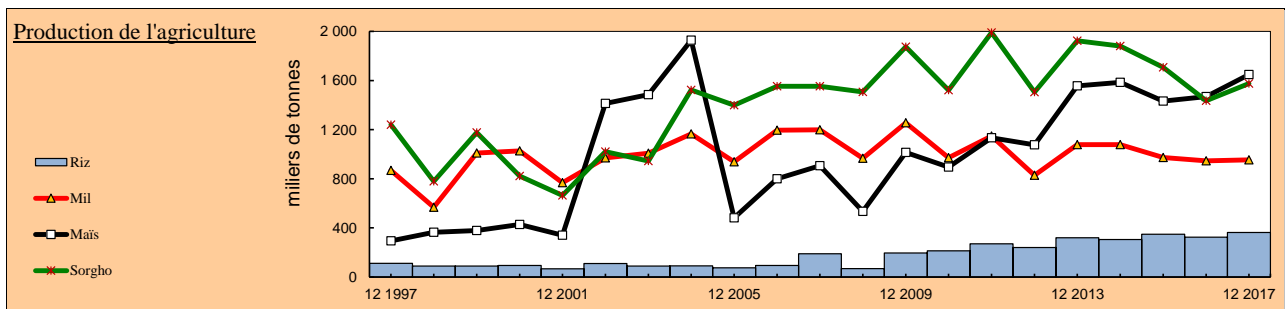


L'estimation des effectifs du cheptel en 2017 à partir des résultats de l'ENEC II nous renseigne que la volaille (Poule et Pintade) reste l'espèce la plus importante en termes d'effectif. La mise en œuvre l'Enquête National sur le Cheptel attendu pour 2018 par le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques et ses partenaires permettra d'actualiser les effectifs du cheptel et les paramètres zootechniques.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	déc 2017	Croissance moyenne	
						2013-2017	2016-2017
Production brute totale de céréales	4 869 723	4 469 300	4 189 665	4 567 066	4 552 273	-1,7%	-0,3%
dont : Production brute de mil	1 078 570	972 539	946 184	905 071	953 310	-3,0%	5,3%
dont : Production brute de sorgho	1 880 465	1 707 613	1 435 640	1 663 844	1 575 720	-4,3%	-5,3%
dont : Production brute de maïs	1 585 418	1 433 085	1 469 612	1 602 525	1 649 010	1,0%	2,9%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	305 382	347 501	325 138	384 690	362 043	4,3%	-5,9%



Le premier trimestre a été marqué sur le plan agricole par la publication des résultats définitifs de la campagne agricole 2017/2018.

La production céréalière définitive de la campagne agricole 2017-2018 a été estimée à 4 063 198 tonnes. Cette production enregistre une baisse respective de 11,03% et de 11,65% par rapport à la campagne agricole passée et par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

La production définitive des différentes céréales est établie comme suit :

- le mil : 928 234 tonnes soit une baisse de 8,49% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2016-2017 et de 16,86% par rapport à la production définitive moyenne des cinq dernières campagnes ;
- le maïs : 1 533 431 tonnes, soit une baisse de 4,31% par rapport à la production définitive de la campagne 2016-2017 et une quasi stabilité de 0,26% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes ;
- le sorgho blanc : 1 005 214 tonnes soit une baisse respective de 14,63% et de 21,95% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2016-2017 et par rapport à la moyenne quinquennale ;
- le sorgho rouge : 360 684 tonnes, soit une baisse respective 25,85% et de 16,95% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2016-2017 et par rapport à la moyenne quinquennale ;
- le riz : 325 566 tonnes, correspondant à une baisse de 15,37% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2016-2017 et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, elle est en baisse de 3,23% ;
- le fonio : 10 058 tonnes soit une baisse de 7,93% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2016-2017 et de 31,17% par rapport à la moyenne quinquennale.

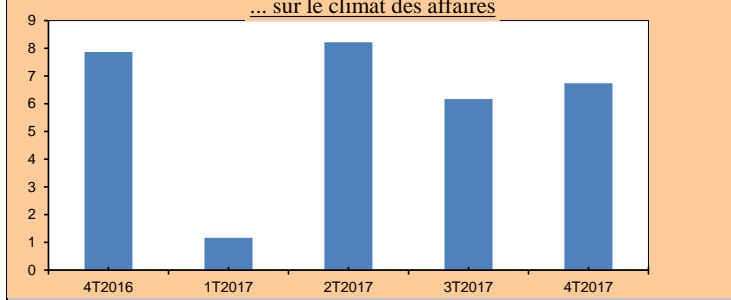
La production définitive des cultures de rente est évaluée à 1 360 958 tonnes ; elle est en baisse de 8,90% par rapport à la campagne passée et stable (+0,53%) par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

Ces baisses s'expliquent en partie par une baisse globale des rendements de toutes les spéculations, négativement affectés par les longues séquences sèches, l'arrêt précoce des pluies, l'attaque de la chenille légionnaire et des oiseaux granivores.

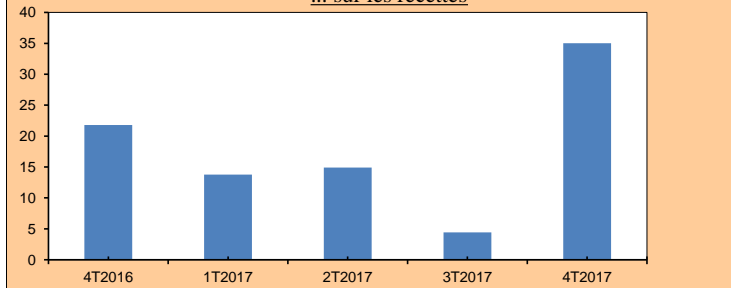
Le bilan céréalier définitif fait ressortir un déficit brut global estimé à 477 448 tonnes, résultant d'un excédent brut de 269 619 tonnes pour les céréales traditionnelles (mil, sorgho, maïs, fonio) et de déficits bruts de 534 851 tonnes pour le riz et 212 216 tonnes pour le blé.

En prenant en compte le solde import/export, le bilan céréalier définitif fait ressortir un excédent net de 208 843 tonnes, dégageant un

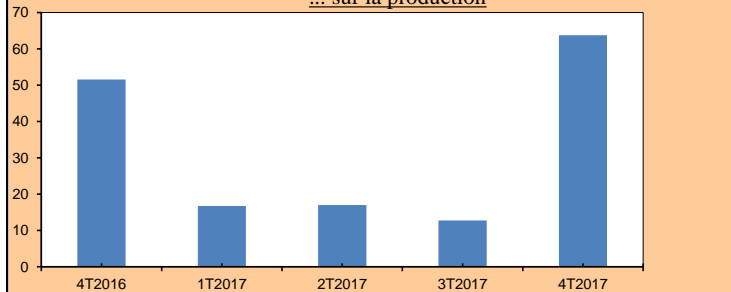
disponible apparent par habitant de 213 Kg.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

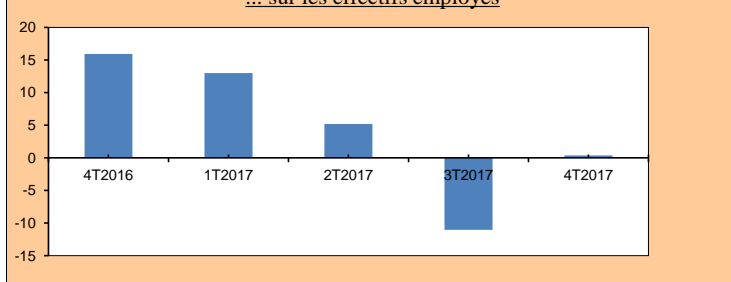
Le climat des affaires s'est amélioré au dernier trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent.

... sur les recettes**Recettes**

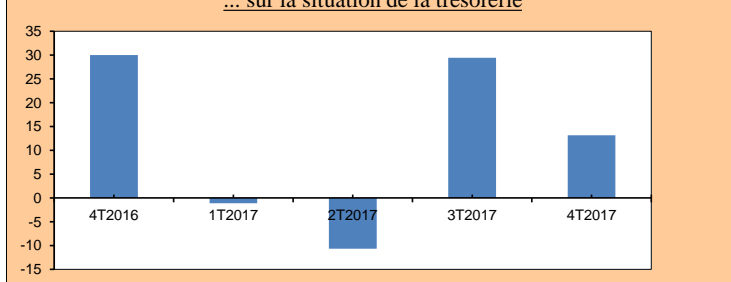
A la faveur de l'amélioration du climat des affaires, les ventes sont en hausse au quatrième trimestre 2017 comparées au troisième trimestre 2017.

... sur la production**Production**

Le niveau de la production a également augmenté entre les deux derniers trimestres de 2017.

... sur les effectifs employés**Effectifs employés**

Après un repli au troisième trimestre 2017, les effectifs employés ont augmenté au quatrième trimestre 2017.

... sur la situation de la trésorerie**Trésorerie des entreprises**

Dans l'ensemble, la situation de la trésorerie des entreprises est restée bonne au quatrième trimestre 2017.

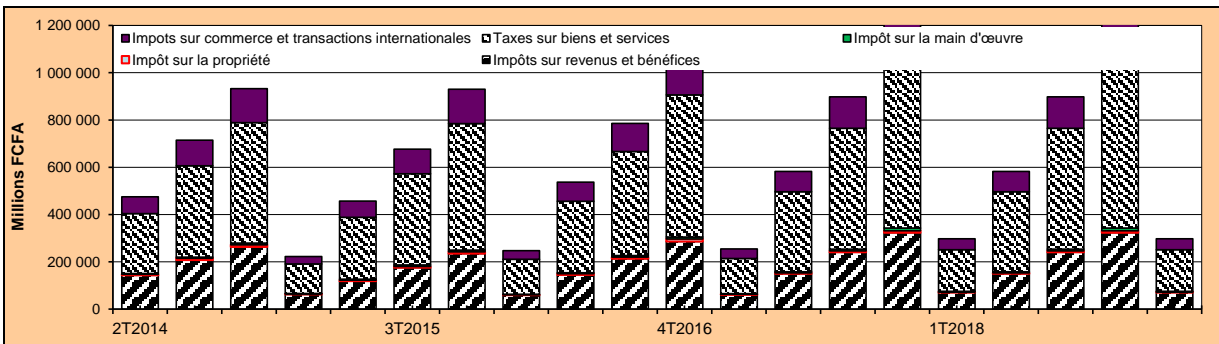
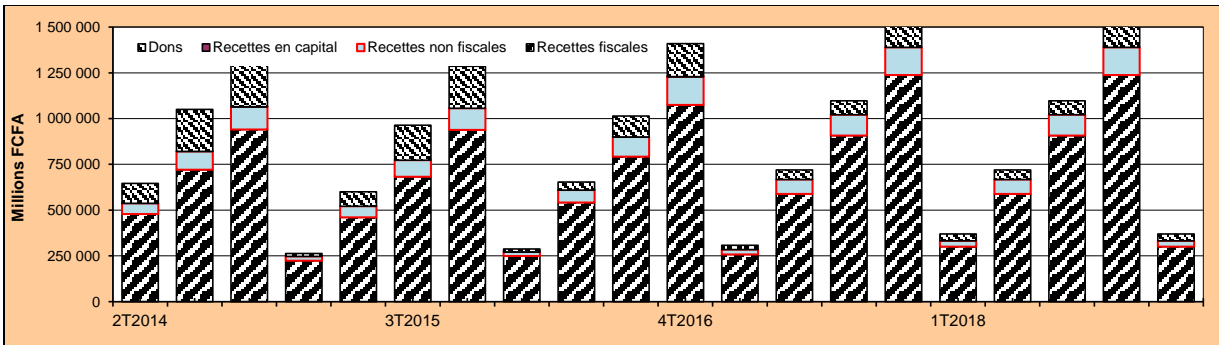
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin décembre 2017, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 562,9 milliards de FCFA, contre un déficit de 225,8 milliards de FCFA à fin décembre 2016.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2017	2017	2017	2017	2018		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Recettes totales et dons	1 570 175,7	308 454,2	719 349,4	1 096 647,4	1 583 574,8	369 978,7	23,6%	19,9%
Recettes totales	1 283 901,5	284 465,4	667 520,6	1 021 823,2	1 389 271,4	333 011,1	25,9%	17,1%
Recettes courantes	1 283 901,5	284 465,4	667 520,6	1 021 823,2	1 389 271,4	333 011,1	25,9%	17,1%
Recettes fiscales	1 127 291,3	258 082,9	588 584,2	906 947,5	1 238 241,6	300 228,9	26,6%	16,3%
Impôts sur revenu et bénéfices	307 416,6	60 916,2	149 531,0	240 594,0	323 291,2	70 551,2	22,9%	15,8%
Impôt sur la main d'œuvre	19 132,2	2 287,3	5 002,2	7 505,0	10 813,4	3 052,1	16,0%	33,4%
Taxes sur biens et services	607 410,3	149 122,4	338 875,2	510 810,3	702 883,9	176 281,9	29,0%	18,2%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	182 742,2	40 491,4	85 467,7	133 512,6	181 189,2	45 762,4	25,0%	13,0%
Autres recettes fiscales	10 590,0	3 238,1	6 183,2	8 788,2	11 639,2	3 005,4	28,4%	-7,2%
Recettes non fiscales	156 610,2	26 382,4	78 936,4	114 875,7	151 029,8	32 782,3	20,9%	24,3%
Recettes en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		-100,0%
Dons	286 274,2	23 988,8	51 828,8	74 824,2	194 303,5	36 967,6	12,9%	54,1%
Projets	213 771,5	23 988,8	40 372,1	63 367,5	119 947,0	23 242,5	10,9%	-3,1%
Programmes	72 502,7	0,0	11 456,7	11 456,7	74 356,5	13 725,2	18,9%	



Au titre des recettes totales et dons, le TOFE affiche un niveau de réalisation de 370,0 milliards de FCFA à fin mars 2018 contre 308,5 milliards de FCFA à fin mars 2017, soit une progression de 19,9%, imputable à un accroissement tant des recettes propres que des dons.

Les recettes totales (recettes propres) ont connu une hausse de 17,1% (+48,5 milliards de FCFA) par rapport à fin décembre 2017. Cette hausse est portée aussi bien par les recettes fiscales que par celles non fiscales.

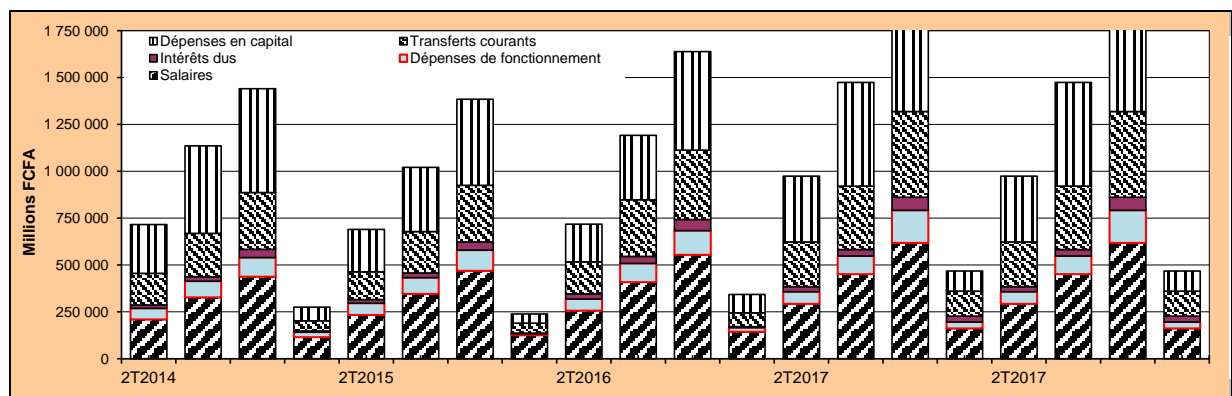
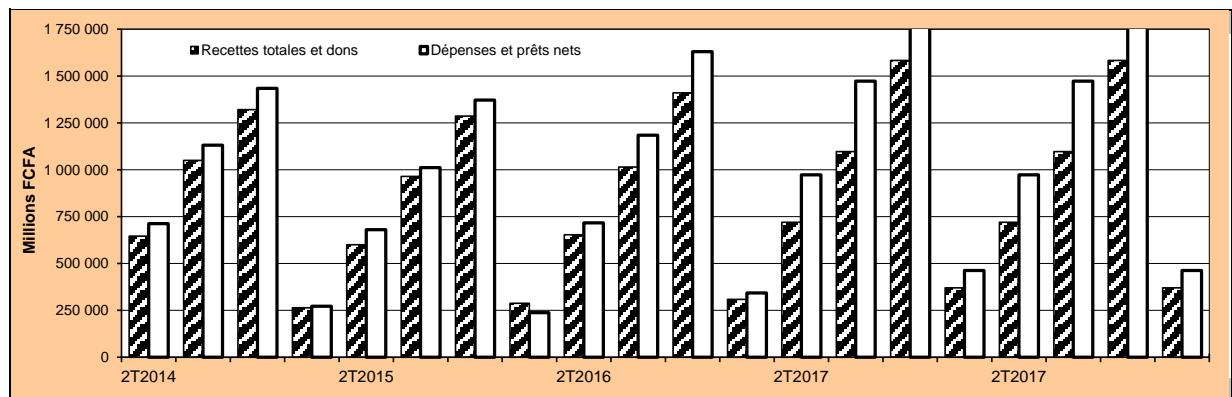
En effet, les recettes fiscales se sont établies à 300,2 milliards de FCFA à fin mars 2018, en hausse de 42,1 milliards de FCFA par rapport à fin mars 2017. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse constatée au niveau des « taxes sur biens et services » (+27,2 milliards de FCFA), des « impôts sur revenu et bénéfices » (+9,6 milliards de FCFA) et des « impôts sur commerce et transactions internationales » (+5,3 milliards de FCFA). Concernant les recettes non fiscales, elles ont enregistré une progression de 24,3% (+6,4 milliards de FCFA) en lien avec l'absence de recouvrement de "plus value sur stocks" en 2017.

Quant aux dons, ils ont été mobilisés à hauteur de 36,9 milliards de FCFA à fin mars 2018, en augmentation de 13,00 milliards de FCFA par rapport à fin mars 2017. Cette progression est due exclusivement à la hausse des dons programme de 13,7 milliards de FCFA. Les dons projets ont connu quant à eux une légère baisse de 0,7 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2017	2017	2017	2017	2018		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 796 632,1	343 229,3	972 771,0	1 472 496,2	2 146 470,2	462 574,3	25,7%	34,8%
Dépenses	1 799 564	343 388,0	974 037,6	1 473 770,9	2 149 995,4	467 570,4	26,0%	36,2%
Dépenses courantes	1 070 590	244 859,1	623 138,4	921 283,6	1 318 660,9	360 371,5	33,7%	47,2%
Salaires	519 075	144 246,4	292 520,1	451 448,4	617 950,7	161 967,7	31,2%	12,3%
Dépenses de fonctionnement	140 308	22 177,5	64 774,2	96 474,0	174 079,1	34 017,3	24,2%	53,4%
Intérêts dus	49 512	4 502,2	27 182,8	34 541,6	69 515,1	31 100,7	62,8%	590,8%
Transferts courants	361 696	73 933,0	238 661,3	338 819,6	457 116,0	133 285,8	36,9%	80,3%
Dépenses en capital	728 973	98 528,9	350 899,2	552 487,3	831 334,5	107 198,9	14,7%	8,8%
financées sur ressources propres	366 395	56 254,0	263 269,2	422 364,7	570 378,9	53 610,3	14,6%	-4,7%
Prêts nets	-2 932	-158,7	-1 266,6	-1 274,7	-3 525,2	-4 996,1	170,4%	3047,6%



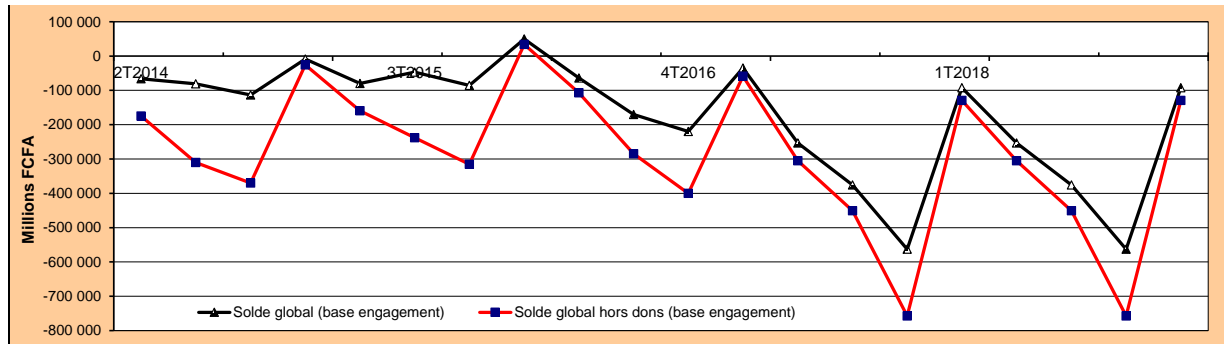
Au titre des dépenses totales et prêts nets, le TOFE enregistre un niveau d'exécution cumulé de 462,6 milliards de FCFA à fin mars 2018 contre 343,3 milliards de FCFA à la même période en 2017, soit une hausse de 119,3 milliards de FCFA. Cette hausse résulte à la fois d'une progression des dépenses courantes de 115,5 milliards de FCFA et des dépenses en capital de 8,7 milliards de FCFA; les prêts nets ayant connu une baisse de 4,8 milliards de FCFA.

L'accroissement des dépenses courantes est imputable essentiellement à une augmentation des dépenses de transferts courants (+59,4 milliards de FCFA), des intérêts de la dette de 26,6 milliards de FCFA et des dépenses de personnel (+17,7 milliards de FCFA). L'augmentation des dépenses de transferts courants s'explique, entre autres, par la poursuite de la gratuité des soins de santé. La hausse des dépenses de personnel est essentiellement liée à la constatation financière des engagements (protocoles d'accord) pris par le gouvernement vis-à-vis des partenaires sociaux et à la régularisation des situations salariales des agents à travers les traitements courants. Concernant les dépenses en capital, à fin mars 2018, elles ont augmenté de 8,7 milliards de FCFA (+8,8%) par rapport à la même période en 2017 en ressortant à 107,2 milliards de FCFA. Cette hausse s'explique essentiellement par celle des dépenses exécutées sur ressources extérieures de 10,4 milliards de FCFA, les investissements sur ressources propres ayant regressé de 2,6 milliards de FCA. La baisse des investissements sur ressources propres pourrait être expliquée par la régulation de précaution opérée dès le début de l'exercice.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2017	2017	2017	2017	2018		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Solde global (base engagement)	-226 456,3	-34 775,1	-253 421,6	-375 848,8	-562 895,4	-92 595,6	40,9%	166,3%
Solde global hors dons (base engagement)	-512 730,6	-58 763,9	-305 250,5	-450 673,1	-757 198,8	-129 563,2	25,3%	120,5%
Solde primaire	-463 218,4	-54 261,7	-278 067,6	-416 131,5	-687 683,7	-98 462,5	21,3%	81,5%
Solde de base	-150 152,0	-16 489,0	-228 434,9	-331 665,0	-512 762,7	-76 887,3	51,2%	366,3%
Solde global (base caisse)	-226 456,3	-96 412,6	-133 669,1	-270 515,8	-488 132,7	-125 304,4	55,3%	30,0%
Solde global hors dons (base caisse)	-512 730,6	-120 401,4	-185 498,0	-345 340,1	-682 436,2	-162 272,0	31,6%	34,8%

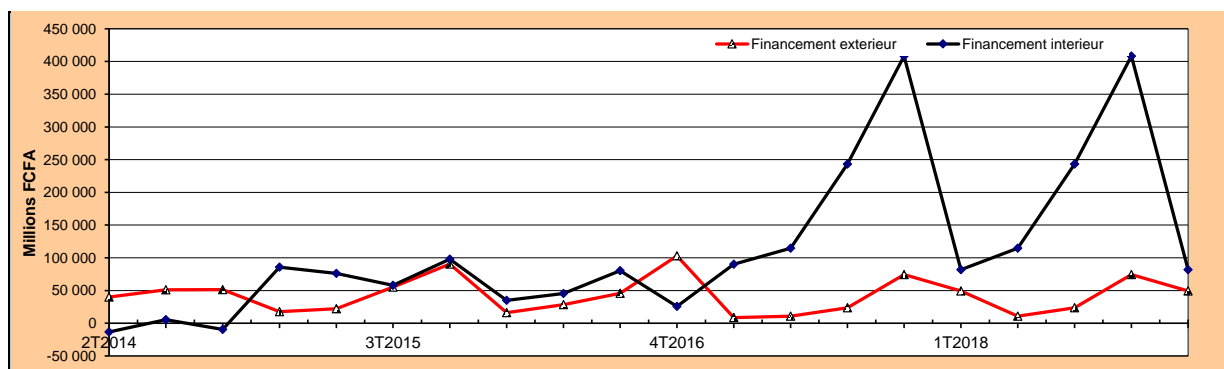


L'exécution des opérations financières de l'Etat est ressortie déficitaire à fin mars 2018. Le déficit global (base engagement) s'est établi à 92,6 milliards de FCFA pour fin mars 2018 contre un déficit de 34,8 milliards de FCFA à fin mars 2017.

Quant au déficit global base caisse, il s'est situé à 125,3 milliards de FCFA à fin mars 2018 contre un déficit de 96,4 milliards de FCFA à la fin mars 2017. Il a été couvert par un financement extérieur net de 74,3 milliards de FCFA et un financement intérieur net de 81,7 milliards de FCFA.

Le financement intérieur à fin mars 2018 s'est caractérisé par six émissions de bons du Trésor et deux obligations du Trésor de valeurs globales respectives de 127,7 milliards de FCFA et 33,5 milliards de FCFA. Les remboursements se sont situés à 89,0 milliards de FCFA qui correspondent aux bons du trésor.

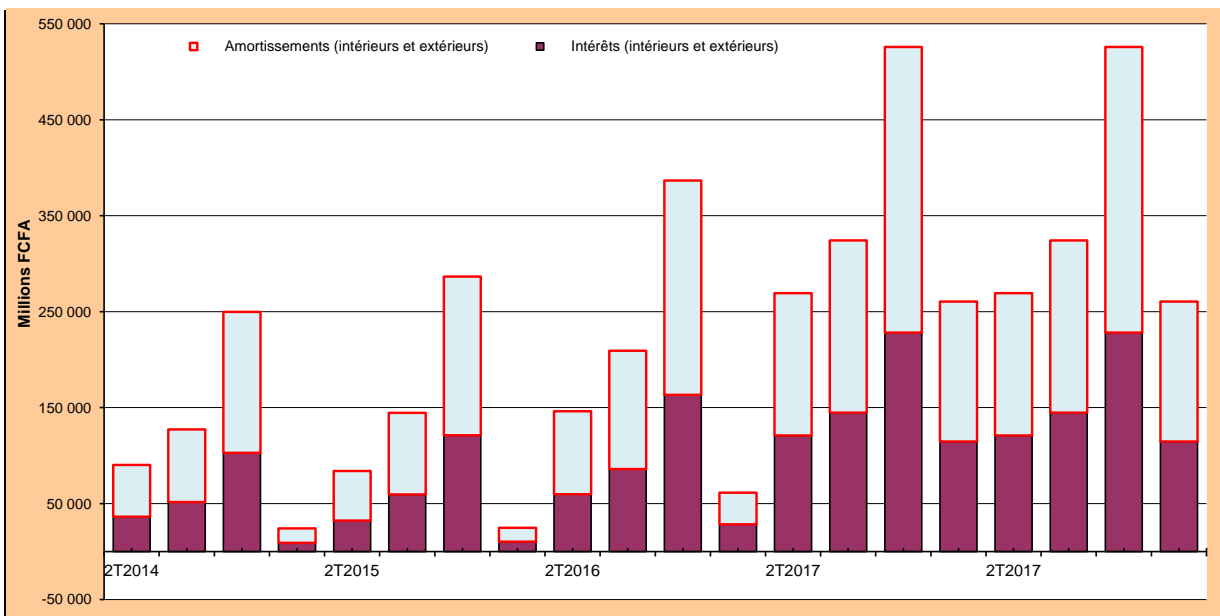
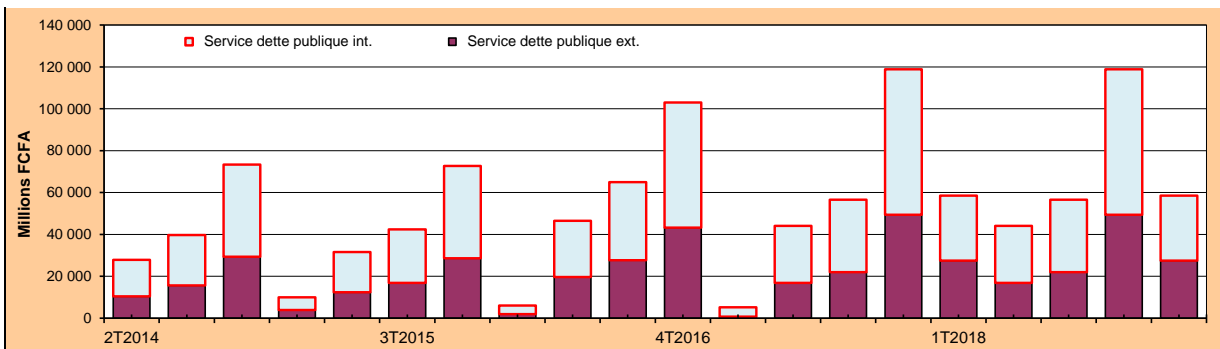
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2017	2017	2017	2017	2018		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Financement	226 456,3	98 626,5	125 393,6	266 915,8	482 566,1	130 960,6	57,8%	32,8%
Financement extérieur	168 413,5	8 570,1	10 889,3	23 660,0	74 281,8	49 288,4	29,3%	475,1%
Décassements extérieurs	207 105,5	18 286,1	36 443,4	55 640,5	124 489,2	57 639,6	27,8%	215,2%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-38 692,0	-9 715,9	-25 554,1	-31 980,5	-50 207,4	-8 351,2	21,6%	-14,0%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	58 042,9	90 056,4	114 504,3	243 255,8	408 284,3	81 672,3	140,7%	-9,3%
Financement bancaire	63 817,7	88 707,4	90 762,8	88 537,2	108 324,4	66 499,1	104,2%	-25,0%
Secteur non bancaire	-5 774,8	1 349,0	23 741,5	154 718,6	299 959,9	15 173,2	-262,7%	1024,8%
Gap de financement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		900,0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prédvision budgétaire (2016)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2017	2017	2017	2017	2018		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Total service dette publique	195 161,3	32 964,1	148 272,8	179 382,7	297 666,4	145 867,2	74,7%	342,5%
Amortissements (int. et ext.)	145 649	28 461,9	121 090,0	144 841,1	228 151,3	114 766,5	78,8%	303,2%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	49 512	4 502,2	27 182,8	34 541,6	69 515,1	31 100,7	62,8%	590,8%
Service dette publique int.	134 763,3	19 438,3	112 386,7	134 847,6	227 295,2	133 861,9	99,3%	588,6%
Amortissements	106 957	18 745,9	95 536,0	112 860,5	177 943,9	106 415,2	99,5%	467,7%
Intérêts	27 806	692,4	16 850,8	21 987,1	49 351,3	27 446,6	98,7%	3864,0%
Service dette publique ext.	60 398,0	13 525,8	35 886,1	44 535,1	70 371,2	12 005,3	19,9%	-11,2%
Amortissements	38 692	9 715,9	25 554,1	31 980,5	50 207,4	8 351,2		-14,0%
Intérêts	21 706	3 809,8	10 332,0	12 554,5	20 163,8	3 654,1	16,8%	-4,1%
Service dette ext./recettes totales	4,7%	4,8%	5,4%	4,4%	5,1%	3,6%		-1,1 points

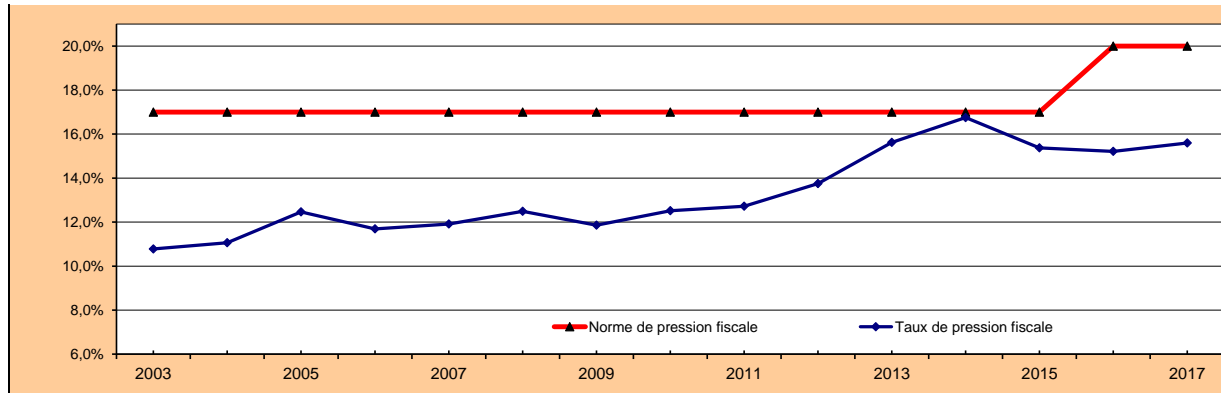


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 3,6% à fin mars 2018 contre 4,8 % à fin mars de l'année dernière, traduisant une amélioration de 1,1 point de pourcentage.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2013	12 2014	12 2015	12 2016	12 2017
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-3,0%	-1,9%	-1,4%	-3,1%	-7,1%
Taux d'inflation	≤	3%	0,5%	-0,3%	1,0%	-0,2%	-0,2%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	29,4%	31,6%	35,5%	31,2%	26,7%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	36,2%	46,5%	50,0%	51,6%	49,9%
Taux de pression fiscale	≥	20%	16,8%	15,4%	15,2%	15,0%	15,6%



En 2016, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté deux (2) critères de premier rang, à savoir le taux d'inflation annuel moyen et l'encours total de la dette publique rapporté au PIB nominal. Le critère clé (le solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal) n'est cependant pas respecté.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2016. Le taux de pression fiscale s'est établi à 15,6% en 2016 contre 14,7% en 2015, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales est ressorti à 51,6% en 2016 contre 50,0% en 2015, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

Source : MINEFID

Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

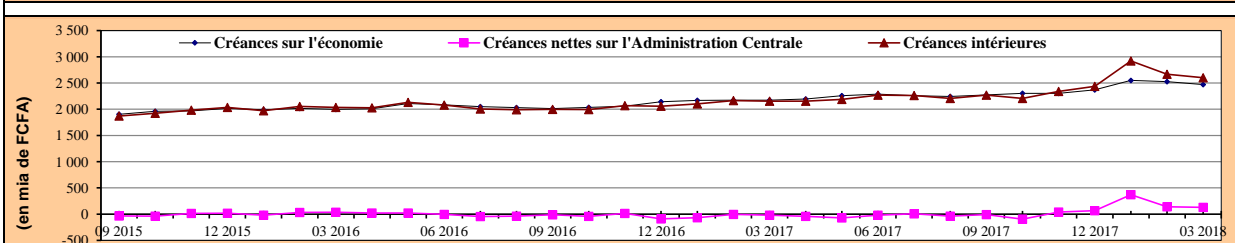
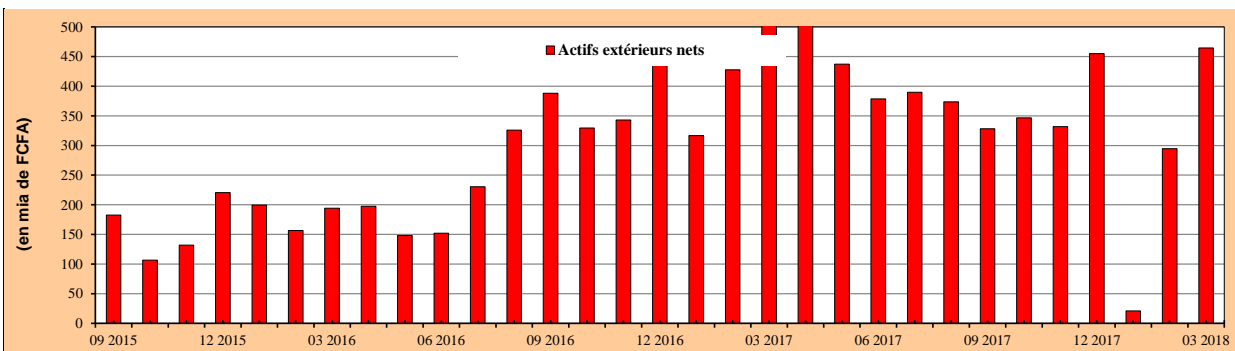
La situation monétaire du Burkina Faso à fin mars 2018 est caractérisée par une baisse en variation trimestrielle de la masse monétaire de 9,5 milliards (-1,4%) pour se situer à 3.319,9 milliards. Ce repli s'explique surtout par l'évolution des passifs à caractère non monétaire (+14,1%) et des Autres Postes Nets (+13,5%), les Créances Intérieures (CI) et les Actifs Extérieurs Nets (AEN) ayant connu des progressions respectives de (+6,8%) et (+2,1%).

-La progression des Actifs Extérieurs Nets AEN (+2,1%) est en lien avec la réduction des engagements extérieurs nets de la BCEAO de 16,1%, atténuée par la baisse des AEN des Autres Institutions de Dépôts (-9,9%).

-La hausse des créances intérieures (+6,8%) résulte de la progression des créances nettes du système bancaire vis-à-vis de l'État (+97,3%) et d'un accroissement des créances sur l'économie (+4,3%).

En variation annuelle, les CI ont progressé de 20,8% et les AEN se sont contractés de 14,9%, conduisant à une hausse de M2 de

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	1. Trim. 2017	2. Trim. 2017	3. Trim. 2017	4. Trim. 2017	1. Trim. 2018	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Est.									
Circulation fiduciaire	282,9	332,2	389,3	447,9	492,0	44,1	9,8%	209,1	73,9%
Dépôts transférables	1 394,1	1 456,9	1 408,9	1 577,7	1 454,1	-123,7	-7,8%	59,9	4,3%
BCEAO	0,4	0,5	1,7	0,4	0,3	0,0	-11,1%	0,0	-12,1%
Banques	196,3	561,8	196,3	631,9	269,4	-362,5	-57,4%	73,1	37,2%
CCP et CNE	189,5	191,9	193,7	200,1	0,0	-200,1	-100,0%	-189,5	-100,0%
M1	1 677,0	1 789,1	1 798,2	2 025,6	0,0	-2 025,6	-100,0%	-1 677,0	-100,0%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 255,3	1 278,0	1 305,7	1 341,1	1 373,9	32,8	2,4%	118,6	9,4%
BCEAO	0,4	0,5	1,7	0,4	0,3	0,0	-11,1%	0,0	-12,1%
AID	1 255,0	1 277,7	1 305,3	1 340,8	1 373,5	32,8	2,4%	118,6	9,4%
Masse monétaire (M2)	2 932,3	3 067,1	3 103,9	3 366,7	3 319,9	-46,8	-1,4%	387,6	13,2%
Actifs extérieurs nets	545,6	378,5	328,1	454,9	464,3	9,5	2,1%	-81,3	-14,9%
BCEAO	0,4	0,5	1,7	0,4	0,3	0,0	-11,1%	0,0	-12,1%
Banques	1 204,2	1 264,5	1 213,6	1 377,2	1 453,7	76,5	5,6%	249,5	20,7%
Créances intérieures	2 153,1	2 269,4	2 268,3	2 436,3	2 601,7	165,4	6,8%	448,6	20,8%
Créances nettes sur l'Admin	-19,8	-19,9	-6,9	66,1	130,4	64,3	97,3%	150,1	-759,7%
BCEAO	0,4	0,5	1,7	0,4	0,3	0,0	-11,1%	0,0	-12,1%
Banques	1 204,2	1 264,5	1 213,6	1 377,2	1 453,7	76,5	5,6%	249,5	20,7%
Créances sur l'économie	2 172,9	2 289,3	2 275,2	2 370,2	2 471,3	101,1	4,3%	298,5	13,7%



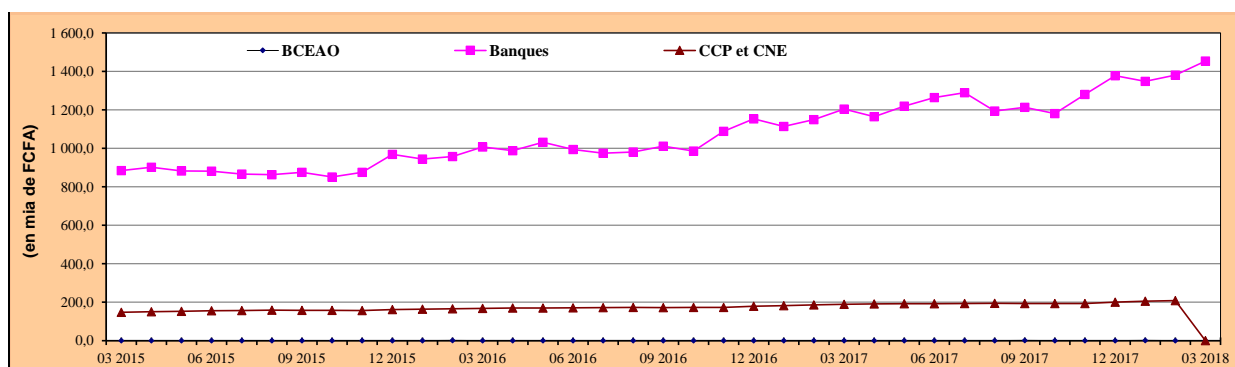
Sources : B.C.E.A.O.

Les composantes de la Masse monétaire (M2)

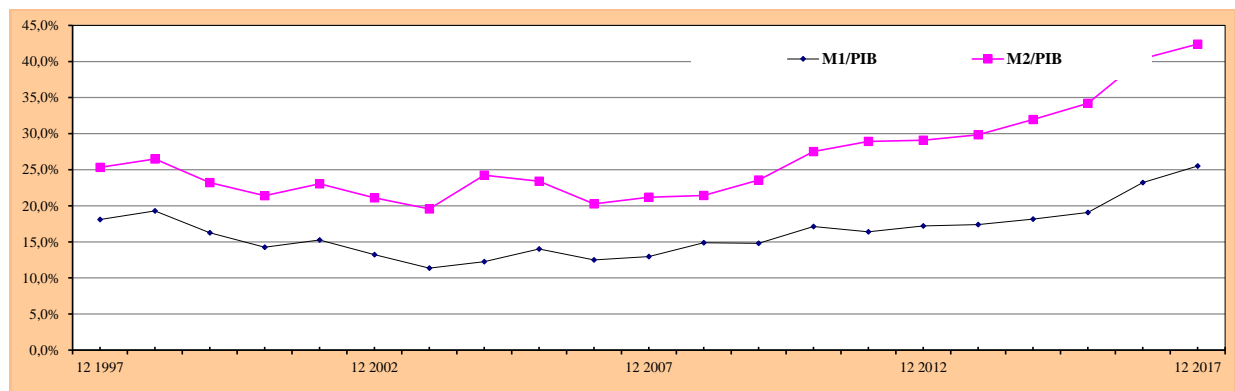
- ✓ **en variation trimestrielle**, la baisse de la masse (-46,8 milliards, soit -1,4%) a été imprimée par les dépôts (-90,9 milliards, soit -3,1%), la circulation fiduciaire ayant enregistré une progression (+44,1 milliards, soit +9,8%).
- ✓ **en glissement annuel**, l'augmentation de la masse monétaire (+387,6 milliards, soit +13,2%) a été marquée par la progression de la circulation fiduciaire (+209,1 milliards de FCFA, soit +73,9%) et des dépôts en banques (+178,5 milliards de FCFA, soit +6,7%).

Les Actifs Extérieurs Nets (AEN)

- ✓ **en variation trimestrielle**, les AEN ont connu une augmentation (+9,5 milliards, soit +2,1%) consécutive à une diminution des engagements extérieurs nets de la BCEAO (-141,1 milliards, soit -16,1%) dont l'effet à été atténué par la baisse des AEN des banques (-131,6, soit -9,9%). La baisse des engagements extérieurs nets de la Banque Centrale est liée à la contraction de ses engagements bruts envers les non-résidents (-129,6 milliards, soit -14,4%), amplifiée par la hausse de ses créances brutes sur les non-résidents (+11,4 milliards, soit +50,8%).
Quant au repli en rythme trimestriel des AEN des AID (-131,6 milliards, soit -9,9%), il est dû à un repli plus important de leurs créances brutes sur l'extérieur (-360,0 milliards, soit -18,2%) par rapport à celui de leurs engagements bruts envers les non-résidents (-228,4 milliards, soit -35,4%). La baisse des créances brutes sur l'extérieur s'explique principalement par celle de l'encours des crédits octroyés aux non-résidents (-184,7 milliards, soit -30,7%), de leurs souscriptions aux titres publics des autres Etats de l'Union (-125,0 milliards, soit -11,5%), ainsi que de leurs dépôts dans les institutions financières non résidentes (-51,4 milliards, soit -19,7%). En ce qui concerne la diminution des engagements extérieurs bruts des AID, elle est imprimée notamment par le repli des dépôts reçus des non-résidents (-112,9 milliards, soit -29,4%) ainsi que des crédits obtenus des institutions financières non-résidentes (-112,0 milliards, soit -43,7%).
- ✓ **en glissement annuel**, les AEN des institutions monétaires ont enregistré un repli (-81,3 milliards, soit -14,9%), en liaison avec la contraction des AEN des AID (-158,5 milliards, soit -11,7%), atténuée par la réduction des engagements extérieurs nets de la BCEAO (-77,2 milliards, soit -9,5%).



Sources : B.C.E.A.O.



Les Créances Intérieures (CI)

Les créances intérieures sont ressorties à 2.601,7 milliards à fin mars 2018, enregistrant les évolutions suivantes :

- ✓ **en variation trimestrielle**, une hausse des créances intérieures (+165,4, soit +6,8%) résultant de la progression des créances l'économie (+101,1 milliards, soit +4,3%) et des Créances Nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale CN-AC (+64,3 milliards, soit +97,3%);
- ✓ **en glissement annuel**, une hausse des CI (+448,6 milliards, soit +20,8%), en lien avec la progression des créances sur l'économie (+298,5 milliards, soit +13,7%) et des créances Nettes sur l'Administration Centrale (+150,1 milliards).

Les Créances Nettes sur l'Administration Centrale (CN-AC)

Les CN-AC, en se situant à 130,4 milliards à fin mars 2018, ont enregistré les évolutions ci-après :

- ✓ **en variation trimestrielle**, une hausse (+64,3 milliards, soit 97,3%), résultant de la baisse des engagements nets de la BCEAO envers l'Etat (-49,9 milliards, soit -89,5%) et de l'augmentation des créances nettes des banques commerciales (+14,4 milliards, soit +11,8%). L'évolution de la situation nette de l'Administration Centrale vis-à-vis de la BCEAO s'explique par une baisse des engagements de la BC (-38,1 milliards, soit -21,6%), notamment sous forme de dépôts d'Etat (-33,6 milliards), accentuée par l'accroissement de ses créances brutes sur l'Etat (+11,8 milliards, soit +9,7%) dont un accroissement de 11,7% des crédits du FMI et un amortissement de 1,3 milliard sur les allocations DTS. Pour ce qui est de la hausse des créances nettes des banques commerciales sur l'Administration centrale elle s'explique par une hausse plus importante de leurs

nettes des banques commerciales sur l'Administration centrale, elle s'explique par une hausse plus importante de leurs créances brutes sur l'Etat (+40,0 milliards) sous forme notamment de crédits (+29,4 milliards) et de titres publics (+10,6 milliards), par rapport à celle de leurs engagements (+25,7 milliards) constitués de dépôts.

- ✓ **en glissement annuel**, une hausse (+150,1 milliards, soit +759,7%) résultant de la progression des CN-AC de la Banque Centrale (+92,4 milliards, soit +94,1%) et des banques commerciales (+57,8 milliards, soit +73,7%).

En ce qui concerne les Créances sur l'économie, en s'établissant à 2.471,3 milliards à fin mars 2018, elles ont enregistré les évolutions ci-dessous :

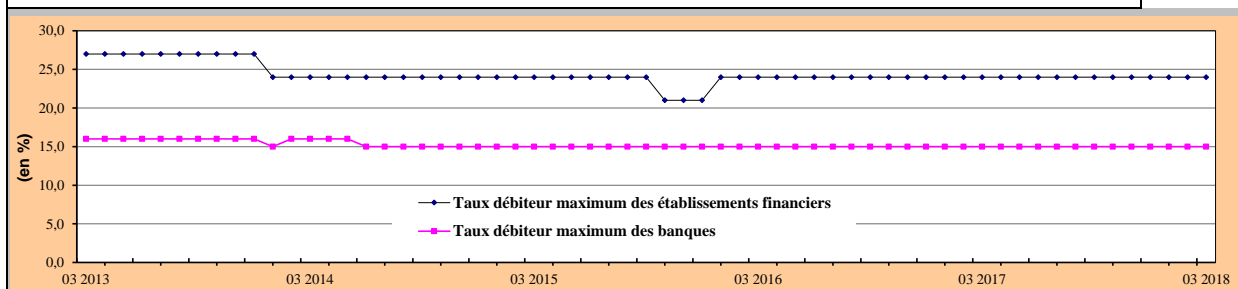
- ✓ **en variation trimestrielle**, une hausse de 101,1 milliards (soit +4,3%), imputable notamment à la hausse des crédits bancaires au secteur privé (+59,1 milliards, soit +2,6%) et au secteur public (+40,3, soit +44,9%), des titres autres qu'actions (+24,3 milliards).
- ✓ **en glissement annuel**, une progression de 298,5 milliards (soit +13,7%), imputable notamment aux crédits bancaires au profit du secteur privé (+312,6 milliards, soit +15,8%) et titres autres qu'actions (+22,4 milliards), les crédits aux sociétés non-financières publiques étant en baisse (-24,1 milliards, soit -15,6%).

AGREGATS MONETAIRES	déc.13	déc.14	déc.15	déc.16	déc.17
				Est.	Est.
M1/PIB	18,1%	19,1%	23,2%	22,5%	25,5%
M2/PIB	31,9%	34,2%	40,4%	38,7%	42,4%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	1. Trim. 2017	2. Trim. 2017	3. Trim. 2017	4. Trim. 2017	1. Trim. 2018	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) de la BCEAO a été revu à la hausse de 100 points de base au cours du quatrième trimestre 2016, sur décision prise le 06 décembre 2016 par le Comité de Politique Monétaire (CPM). Ainsi, à compter du 16 décembre 2016, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal sont fixés respectivement à 2,50% et 4,50% contre des taux respectifs antérieurs de 2,50% et 3,50%.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 11,00% au deuxième trimestre de 2017. En ce qui concerne les établissements financiers, les taux de base ont évolué entre 10,00% et 15,00% au cours du premier trimestre de 2017.

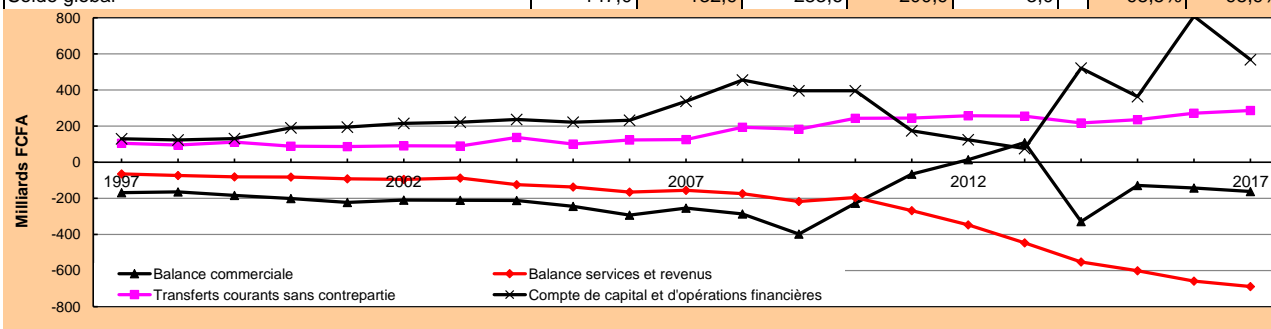
Par Décision n°CM/UMOA/011/06/2013 du 28 juin 2013, le taux d'usure a été fixé à 15,0% l'an pour les banques et 24,0% l'an pour les établissements financiers à caractère bancaire, les systèmes financiers décentralisés (SFD) et les autres agents économiques.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Au quatrième trimestre de l'année 2017, les transactions extérieures du Burkina Faso se sont traduites par un excédent global de 116,2 milliards, après un déficit de 46,4 milliards enregistré au trimestre précédent et un excédent de 45,2 milliards une année auparavant. En variation trimestrielle, cette amélioration du solde global est attribuable aux comptes de capital et des transactions courantes, les entrées nettes de flux financiers s'étant réduites.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	déc 2017	Var. 2017	
						Var./2016	Var./2017
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Exportations de biens FOB	1 315,3	1 362,3	1 397,7	1 498,7	1 625,3	8,4%	16,3%
Importations de biens FOB	1 644,2	1 490,9	1 540,4	1 646,4	1 787,7	8,6%	16,1%
Balance commerciale	-328,8	-128,6	-142,7	-142,7	-162,4	10,0%	13,8%
Services	-459,4	-423,2	-458,7	-476,2	-499,2	4,8%	8,8%
Revenus	-93,3	-177,5	-199,5	-176,7	-189,1	7,0%	-5,2%
Balance des services et revenus	-552,7	-600,7	-658,2	-652,8	-688,4	5,4%	4,6%
Transferts courants sans contrepartie	216,9	236,1	271,6	228,5	285,5	25,4%	5,5%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-664,6	-493,2	-529,4	-572,0	-564,3	-1,3%	6,6%
Transferts en capital	238,4	200,2	153,8	150,1	257,7	71,6%	67,6%
Opérations financières	282,9	163,5	654,9	618,8	309,6	-50,0%	-52,7%
Comptes de capital et d'opérations financières	521,3	363,7	808,6	769,0	567,3	-26,2%	-29,8%
Erreurs et omissions	-3,8	-3,4	4,3	3,9	0,0	-100,0%	-100,0%
Solde global	-147,0	-132,9	283,6	200,9	3,0	-98,5%	-98,9%



1 – Analyse des évolutions de la balance des paiements du Burkina Faso au 4ème trimestre 2017

Au quatrième trimestre de l'année 2017, les transactions extérieures du Burkina Faso se sont traduites par un excédent global de 116,2 milliards, après un déficit de 46,4 milliards enregistré au trimestre précédent et un excédent de 45,2 milliards une année auparavant. En variation trimestrielle, cette amélioration du solde global est attribuable à ses principales composantes.

Le compte des transactions courantes s'est amélioré de 203,0 milliards au quatrième trimestre 2017, en s'établissant à -8,0 milliards, après un déficit de 211,0 milliards au troisième trimestre 2017. Cette évolution favorable est imputable notamment à l'atténuation du déficit des biens et services et l'accroissement de l'excédent du revenu secondaire. Par rapport à la même période de l'année précédente où il a été observé un excédent courant de 47,4 milliards, le solde courant a enregistré une évolution négative de 55,4 milliards au quatrième trimestre 2017.

Le solde commercial s'est amélioré en passant de -178,7 milliards au troisième trimestre 2017 à -36,9 milliards au dernier trimestre 2017. Cette évolution positive de la balance des biens résulte d'une hausse des exportations (+150,2 milliards, soit +47,5% en glissement trimestriel) et d'une hausse des importations sur la période (+8,4 milliards, soit +1,7%).

En variation annuelle, le solde commercial s'est détérioré de 65,3 milliards au quatrième trimestre 2017, en phase avec l'accroissement des importations (+91,0 milliards) plus important que celui des exportations (+25,7 milliards).

Le déficit structurel de la balance des services s'est, quant à lui, atténué de 1,7 milliard entre le troisième et le quatrième trimestre 2017, passant de -70,7 milliards à -72,4 milliards. En glissement annuel, il s'est accentué de 18,3 milliards au quatrième trimestre 2017.

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des sorties nettes de 17,9 milliards au dernier trimestre 2017, après des sorties nettes de 14,1 milliards au trimestre précédent, soit une détérioration de 3,8 milliards. En variation annuelle, le solde des revenus primaires s'est amélioré de 2,2 milliards.

Le compte du revenu secondaire s'est amélioré de 66,7 milliards, en ressortant à 119,2 milliards au trimestre sous revu, après s'être établi à 52,5 milliards au trimestre précédent, sous l'incidence de l'augmentation des aides budgétaires et des transferts sans contrepartie reçus par le secteur hors administration publique. En effet, les aides budgétaires sont ressorties à 62,9 milliards après une réalisation nulle au trimestre précédent. En variation annuelle, le solde des revenus secondaires s'est amélioré de 26,1 milliards au quatrième trimestre 2017.

Le solde créditeur du compte de capital s'est amélioré de 33,3 milliards entre le troisième trimestre et le dernier trimestre 2017, en passant de 37,1 milliards à 70,4 milliards, sous l'effet notamment de la hausse des transferts en capital au profit de l'Administration.

Le compte financier a enregistré des entrées nettes de capitaux de 55,8 milliards, après une entrée nette de 125,2 milliards au troisième trimestre 2017 et une sortie nette de 38,6 milliards au quatrième trimestre 2016.

2 – Evolution de la Position Extérieure Globale (PEG) du Burkina Faso

A fin décembre 2017, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 1.452,0 milliards, après un déficit de 1.512,8 milliards un trimestre plus tôt et de 1.386,0 milliards à fin décembre 2016. Ce léger repli du déficit de la PEG en variation trimestrielle est consécutif à un gonflement du stock des actifs plus important que l'augmentation du stock de passifs financiers. Les avoirs de réserve se sont établis à 22,5 milliards à fin décembre 2017, après une réalisation de 22,3 milliards à fin septembre 2017.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

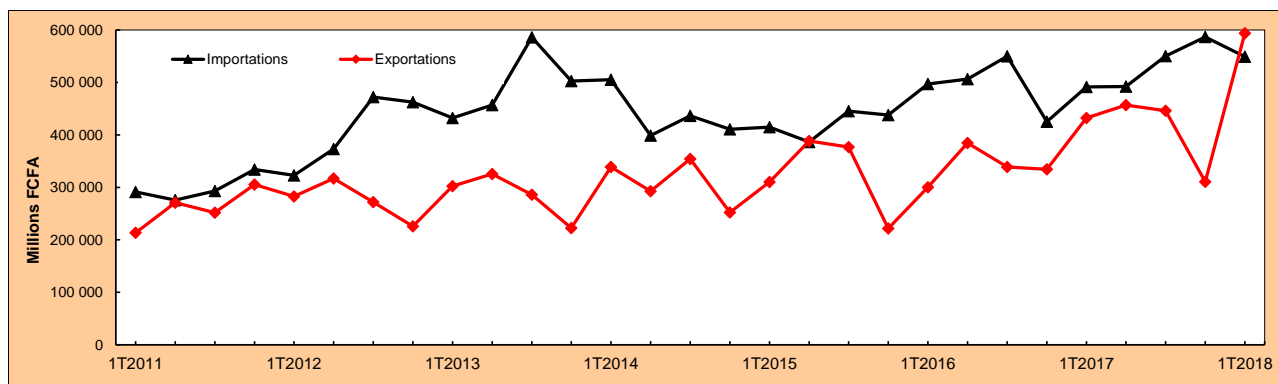
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2017	2017	2018	trimestriel	annuel
TOTAL	492 470,1	550 408,6	586 697,5	606 598,8	549 197,2	-9,5%	11,5%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	4 603,8	4 720,1	4 942,7	5 383,2	4 686,7	-12,9%	1,8%
Produits du règne végétal	26 241,6	28 196,9	36 903,4	37 007,0	31 266,7	-15,5%	19,1%
Graisses et huiles animales ou végétales	5 111,4	4 357,5	3 622,5	5 602,9	5 151,6	-8,1%	0,8%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	25 603,0	32 923,6	25 617,3	30 091,8	28 821,7	-4,2%	12,6%
Produits minéraux	125 297,0	151 998,2	156 572,6	187 765,2	161 387,6	-14,0%	28,8%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	73 362,2	69 480,7	60 687,4	58 026,5	80 673,7	39,0%	10,0%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	16 611,5	17 178,4	18 502,4	20 957,8	18 807,8	-10,3%	13,2%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	188,0	145,0	279,4	227,4	508,7	123,6%	170,5%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	925,3	1 605,5	841,1	1 138,4	1 152,1	1,2%	24,5%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	5 029,6	6 244,8	9 282,6	8 189,9	5 118,2	-37,5%	1,8%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	9 296,2	9 366,4	8 580,5	7 484,8	6 305,4	-15,8%	-32,2%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 347,4	1 513,6	1 468,0	1 488,1	1 166,3	-21,6%	-13,4%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	4 406,2	3 400,4	3 991,5	4 853,2	4 794,0	-1,2%	8,8%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	68,9	103,3	73,7	85,4	72,1	-15,5%	4,6%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	41 538,8	35 641,6	34 698,9	38 578,2	34 146,8	-11,5%	-17,8%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	95 452,1	121 317,8	152 747,6	129 113,6	96 531,3	-25,2%	1,1%
Matériel de transport	46 700,7	51 146,8	56 421,5	57 818,8	54 835,5	-5,2%	17,4%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	5 082,7	5 758,5	5 557,2	4 959,1	7 698,0	55,2%	51,5%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	311,6	1 622,2	196,0	1 261,3	134,8	-89,3%	-56,7%

En glissement trimestriel, les importations ont baissé au premier trimestre 2018. La hausse des importations des produits chimiques a été largement compensée par la baisse des importations de « machines et appareils, matériels électriques et leurs parties » et de la facture pétrolière.

Comparativement au même trimestre de 2017, les importations ont enregistré une légère hausse de 11,5% soit 56,7 milliards de FCFA. La hausse de la facture pétrolière de 36,1 milliards de FCFA a été le levier de cette évolution.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2017	2017	2018	trimestriel	annuel
TOTAL	456 953,9	446 311,4	310 719,9	461 664,1	593 857,3	28,6%	30,0%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	428,4	344,7	238,9	207,2	565,0	172,6%	31,9%
Produits du règne végétal	69 894,3	80 460,3	22 853,2	31 871,0	93 945,3	194,8%	34,4%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	28 068,8	14 256,5	10 105,7	24 802,5	42 861,7	72,8%	52,7%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 804,5	2 826,7	3 201,8	2 859,0	3 281,0	14,8%	17,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	2 621,6	1 820,4	2 185,8	1 853,2	2 549,1	37,5%	-2,8%
Produits minéraux	141,6	206,8	245,5	99,5	401,9	303,8%	183,7%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	809,5	954,4	954,2	1 474,4	935,0	-36,6%	15,5%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	564,4	320,8	316,7	1 126,4	85,6	-92,4%	-84,8%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	2,1	0,1	0,3	0,5	8,8	1547,4%	312,5%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	2,8	36,6	12,0	8,0	29,8	272,1%	947,4%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	12,3	10,5	45,7	1,6	91,7	5772,3%	645,8%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	71 953,2	62 038,5	6 124,5	77 248,1	127 703,3	65,3%	77,5%
dont coton fibre	62 313,0	51 986,5	5 148,2	75 832,6	127 255,4	67,8%	104,2%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	6,2	9,6	5,8	4,6	0,4	-92,4%	-94,3%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	38,0	74,1	81,3	59,2	79,1	33,6%	108,3%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	275 959,5	274 492,4	239 161,1	298 699,5	323 375,0	8,3%	17,2%
dont or	275 419,3	274 041,4	238 825,9	297 086,8	322 866,1	8,7%	17,2%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	22 118,4	18 143,4	25 605,7	35 183,3	35 725,8	1,5%	61,5%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	3 859,5	2 065,0	4 540,9	8 507,1	3 295,0	-61,3%	-14,6%
Matériel de transport	5 393,8	1 988,2	3 342,8	2 088,0	1 492,0	-28,5%	-72,3%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	135,9	204,5	777,2	95,0	117,3	23,5%	-13,7%
Marchandises et produits divers	129,2	246,8	871,1	210,8	106,4	-49,5%	-17,7%

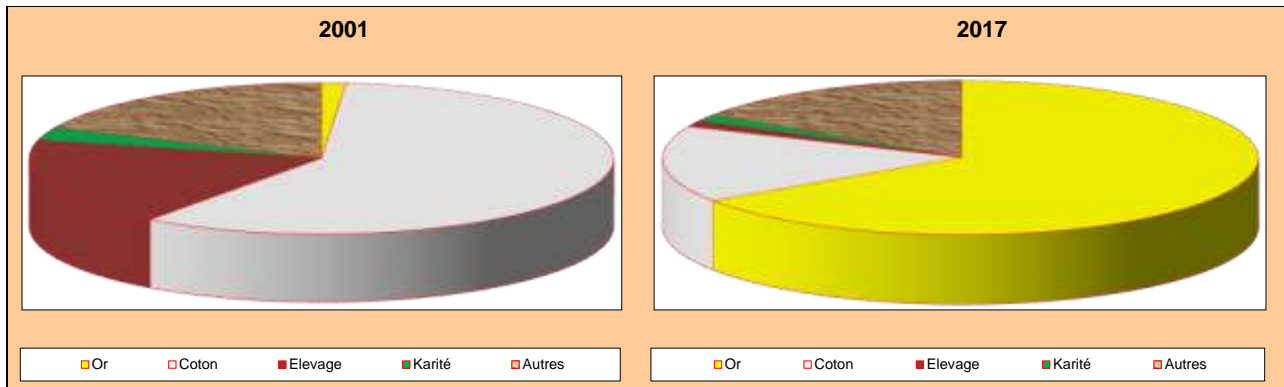


Au premier trimestre 2018, les exportations enregistrent une hausse de 28,6%, portant le niveau des exportations de 461,7 milliards FCFA au quatrième trimestre 2017 à 593,9 milliards FCFA. Cette hausse est imputable principalement à la hausse des exportations des produits du règne végétal, du coton fibre et l'or. En effet, les exportations d'or non monétaire ont augmenté de 25,8 milliards de FCFA, celles de coton fibre de 51,4 milliards de FCFA et celles des produits du règne végétal de 62,1 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la même tendance est observée avec une hausse de 30,0%, soit 136,9 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2016. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des exportations du coton fibre, de l'or non monétaire et des produits du règne végétal. En effet, les exportations de coton fibre ont augmenté de 55,8 milliards de FCFA, celles de l'or non monétaire de 47,4 milliards de FCFA et celles des produits du règne végétal de 24,1 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2001	2014	2015	2016	2017
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.
Part de l'or dans total	1,3%	58,7%	62,7%	64,1%	65,6%
Part du coton dans total	58,6%	17,4%	18,3%	16,1%	16,0%
Part des produits de l'élevage dans total	18,9%	2,9%	1,7%	1,4%	1,3%
Part du karité dans total	2,7%	1,8%	1,3%	1,6%	1,5%
Part des autres produits dans total	18,4%	19,3%	16,0%	16,8%	15,6%

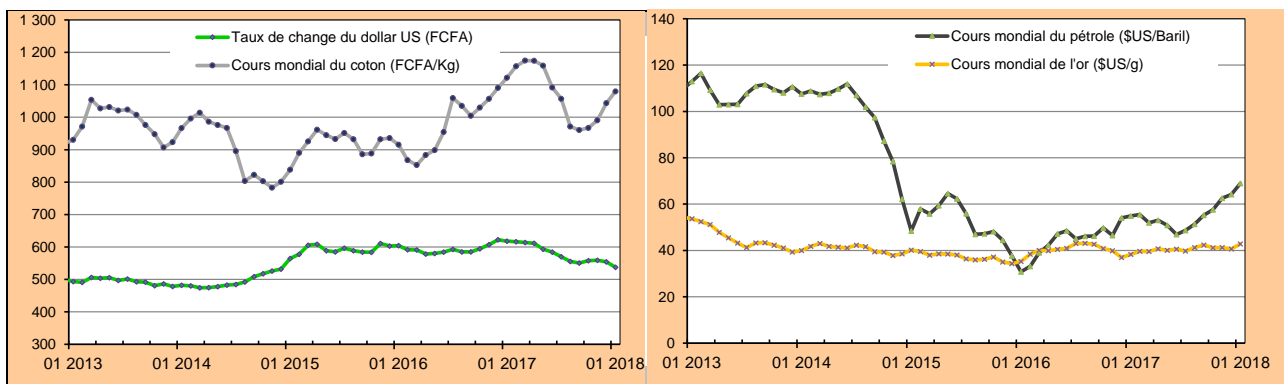


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (58,6%) et celles de produits de l'élevage (18,9%) en 2001, il ressort une prédominance de l'or avec 65,6% de la part des exportations en 2017. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 46,4 tonnes en 2017.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHÉ INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2017	2017	2018	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	616,1	596,4	558,7	557,0	533,6	-4,2%	-13,4%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	54,1	50,3	51,8	61,5	67,0	8,9%	23,7%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 868,6	1 913,9	1 782,4	1 796,2	1 994,9	11,1%	6,8%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	39,2	40,5	41,1	41,0	42,8	4,2%	9,2%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	33,3	30,0	28,9	34,2	35,7	4,4%	7,2%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 151,1	1 141,6	996,2	1 000,4	1 064,5	6,4%	-7,5%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	24,1	24,1	23,0	22,9	22,8	-0,1%	-5,4%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,035	0,038	0,035	0,029	0,030	1,9%	-13,8%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, le dollar américain poursuit sa dépréciation entamée depuis le début de l'année 2017 vis à vis du FCFA et a perdu 4,2% de sa valeur en rythme trimestriel au premier trimestre de l'année 2018. En moyenne, le dollar s'est échangé à 533,6 FCFA au premier trimestre 2018 contre 557,0 FCFA un trimestre plus tôt. En glissement annuel, cette tendance baissière ramène le cours du dollar par rapport au franc CFA à un niveau plus bas que l'année précédente. Il est en baisse de 13,4% ce trimestre comparativement au même trimestre de 2017. Cette tendance à la dépréciation du dollar depuis octobre 2017 s'expliquerait par le resserrement de la politique monétaire de la FED.

- Prix des produits exportés :

Le cours du coton poursuit sa hausse sur les marchés mondiaux. Il est en hausse de 11,1% au premier trimestre 2018 en revenant à 1994,9 dollars la tonne contre 1796,2 dollars au trimestre précédent. En glissement annuel, il a progressé de 6,8% grâce à sa précédente tendance haussière soutenue. Converti en franc CFA, la fibre de coton valait 1064,5 FCFA le kilogramme, contre 1000,4 FCFA au quatrième trimestre 2017, soit une hausse de 6,4%. Toutefois, combiné avec la baisse du cours du dollar, le prix en FCFA est en baisse de 7,5% en glissement annuel. La hausse internationale du cours du coton s'expliquerait par l'augmentation de la demande en provenance de la Chine, du Bangladesh et de l'Ouzbékistan.

Retour à la hausse du cours de l'or au premier trimestre 2018. Après l'évolution mitigée ces derniers trimestres, le premier trimestre 2018 a été caractérisé par une hausse du cours du métal jaune de 4,2% en rythme trimestriel. Le cours de l'or valait, en moyenne, 42,8 dollars le gramme contre 41,0 dollars au quatrième trimestre 2018. Sur la base annuelle, le cours de l'or est plus haut que le niveau du même trimestre de l'année passée avec une hausse de 9,2% au premier trimestre 2018. Converti en franc CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 22 830 francs le gramme, en recul de 0,1% en rythme trimestriel et de 5,4% en glissement annuel. Le niveau du cours de l'once d'or s'expliquerait par les incertitudes économiques et financières qui persistent ainsi que sa mise en réserve par les banques centrales afin de se prémunir de la dépréciation du dollar US.

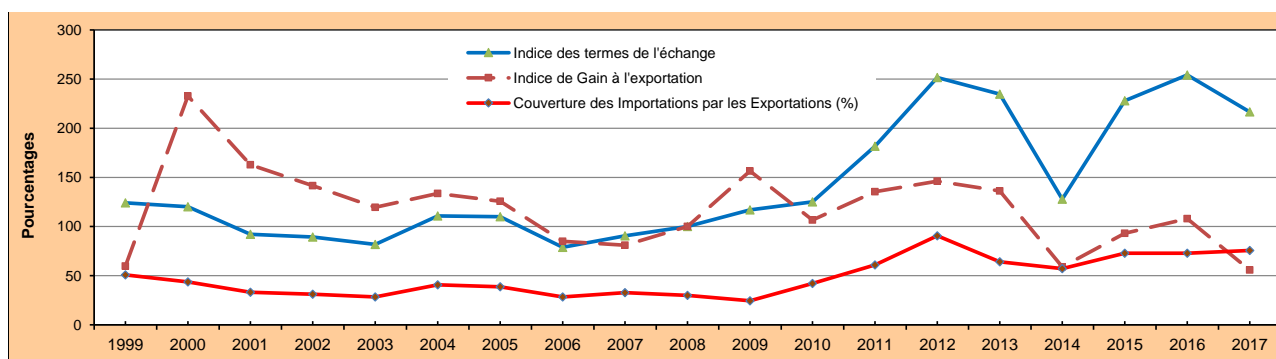
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le premier trimestre 2018 a connu une poursuite de la reprise des cours. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 67,0 dollars au premier trimestre 2018 contre 61,5 dollars le trimestre précédent, correspondant à une progression de 8,9%. En glissement annuel, il a enregistré un accroissement de 23,7% au premier trimestre 2018 grâce à sa tendance haussière depuis le premier trimestre 2016. Exprimé en franc FCFA, il est en hausse de 4,4% en rythme trimestriel et 7,2% en glissement annuel. L'évolution du cours du baril de pétrole reste influencée par la prolongation de l'accord de coopération au sein de l'OPEP et avec les pays hors OPEP comme la Russie, mais également par une demande à la hausse consécutive à la reprise économique.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2013	12 2014	12 2015	12 2016	12 2017	Var. 2017	
						Var./2016	Var./2015
Indice prix à l'exportation	234,3	207,3	231,2	160,7	178,3	11,0%	-22,9%
Indice prix à l'importation	117,3	90,9	90,9	94,0	82,3	-12,5%	-9,5%
Indice des termes de l'échange	127,8	228,1	254,2	170,9	216,6	26,7%	-14,8%
Indice de gain à l'exportation	59,0	93,1	108,0	44,1	55,8	26,5%	-48,4%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	57,2	72,8	72,9	75,6	75,7	0,1%	3,8%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 ; à 63,6% en 2012 et 57,2% en 2013. En 2014 cependant, le taux de couverture est en progression passant de 72,8% en 2014 ; 72,9% en 2015, 75,6% en 2016 et 74,9% en 2017. Cependant, le taux de couverture est passé à 100,5% au premier trimestre 2018.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOCIÉTÉ NATIONALE DE GESTION DU STOCK DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si ITE < 100 on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si ITE > 100 on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n. le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

$$\text{où } X_{n,i} \text{ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.} \quad \frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
YAGO, Ahmed Racine	Situation monétaire	BCEAO
YAGO, Ahmed Racine	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP